

BUDGET PLUSIEURS GRANDS PROJETS MENACÉS

L'Etat baisse ses crédits pour les transports en Ile-de-France

TRAMWAYS, couloirs de bus en site propre, gares RER : une dizaine de grands projets de transports en commun engagés en Ile-de-France sont menacés, faute de crédits suffisants. Vendredi 21 juillet, Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional d'Ile-de-France, et Bertrand Landrieu, préfet de la région, ont entamé les discussions sur le futur contrat de projet Etat-région pour 2007-2013. La négociation s'annonce « difficile », selon l'élu régional.

Pour financer les opérations jugées « prioritaires » par l'Etat, M. Landrieu dispose de 692 millions d'euros pour les transports collectifs. Soit 17 % de moins que les crédits consentis pour 2000-2006 par le gouvernement Jospin (832 millions d'euros).

Faire « un tri »

Dominique de Villepin a présenté le montant des enveloppes distribuées à chaque préfet de région comme « définitive ». Il a justifié cette rigueur financière par le rappel des errements du passé qui ont conduit, selon lui, à « programmer des listes de projets irréalistes dépassant les capacités financières de l'Etat et des régions ».

En juin, trois ministres, Nicolas Sarkozy (intérieur), Dominique Perben (transports) et Christian Estrosi (aménagement du territoire), avaient écrit une lettre commune à M. de Villepin l'enjoignant de reprendre « les mêmes engagements contractuels que pour (...) 2000-2006 ». « [Cela] permettrait d'engager une discussion sur des bases politiquement réalistes avec les régions, assuraient-ils, et rendrait plus difficile de leur part une critique sur l'insuffisance des moyens mis en

place par le gouvernement. » Le premier ministre n'a pas arbitré dans ce sens.

En Ile-de-France comme ailleurs, il va donc falloir faire « un tri », reconnaît M. Landrieu. Selon les calculs réalisés par le cabinet de M. Huchon, le total des opérations envisagées par l'Etat excéderait les capacités de financement prévues par le gouvernement lui-même. La facture s'élèverait à 3,7 milliards d'euros, sur laquelle la part de l'Etat représenterait 1,2 milliard, soit près de deux fois plus que les 692 millions envisagés par Matignon. La préfecture « n'infirme ni ne confirme » cette estimation. En mai, elle avait cependant demandé près de 250 millions de plus que l'enveloppe accordée.

De plus, une trentaine d'opérations inscrites au contrat de plan 2000-2006 ne sont pas terminées. « Ce retard n'est pas dû au manque de crédits de l'Etat, assure M. Landrieu. Certains de ces projets n'étaient pas prêts techniquement. » La région reproche à l'Etat d'avoir volontairement retardé l'avancement de certaines opérations pour justifier ensuite leur arrêt.

L'Etat envisage de continuer à financer une vingtaine de programmes en cours : les prolongements des lignes de métro 7, 9, 11, 12, 13 ; les gros travaux d'amélioration des lignes de RER B et C et certains tramways. En revanche, le projet de tramway entre Châtillon (Hauts-de-Seine) et Viroflay (Yvelines), celui de Gennevilliers à Colombes (Hauts-de-Seine), le bus en site propre entre la gare RER de Sucy-Bonneuil et celle de Créteil-Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) pourraient être remis en cause. ■

BÉATRICE JÉRÔME